

COMMUNE de CORMERAY (Commune de l'Agglomération Blaisoise)

Compte-rendu du Conseil Municipal du 11 janvier 2024

L'an deux mille vingt-quatre, le onze du mois de Janvier à 19 heures 30, le Conseil Municipal s'est réuni, en session ordinaire, dans la salle du Conseil de la mairie de CORMERAY sous la présidence de Joël PASQUET, Maire.

**Date de Convocation** : 03/01/2024

Nombre de conseillers en exercice : 17

Nombre de conseillers présents : 11

Nombre de votants : 12

**Présents** : Joël PASQUET (Maire), Eric MARTINET (Maire-adjoint), Evelyne TROISPOUX (Maire-adjoint), Jean-Michel BLAITEAU (Maire-adjoint), Marie-Line BLANCHET, Bertrand BRIOT, Cédric IWANCZUK, Patricia LEHOUX, Pascale PASQUET, Daniel RENVOIZE, Jennifer REVELUT.

**Absents excusés** : Jérôme CLIMENT

Jean-Louis MARTINEZ qui donne procuration à Patricia LEHOUX

Isabelle CHAMPION-POIRETTE

**Absents** : Jean-Ephrem MILLIASSEAU

Eliane HENRIOT

Evelyne BASTIDE

Désignation d'une secrétaire de séance.

**Evelyne TROISPOUX** est désignée comme secrétaire de séance

Rappel des actes pris dans le cadre de la délégation de pouvoir du Conseil au Maire

**RAS**

Approbation du dernier procès-verbal

Le procès-verbal du Conseil du **13/12/2023** est approuvé à l'unanimité

**1) Délibération 2023-027 portant sur la Décision Modificative 2023-04**

**Considérant** qu'au regard de l'exécution du budget, il y a lieu de procéder à des réajustements :

Il est proposé au Conseil Municipal,

**D'apporter** au Budget Primitif 2023 les modifications ci-après :

| Chapitre                          | Nature | Libellé  | Montant       | Montant après modif |
|-----------------------------------|--------|--|---------------|---------------------|
| <b>Dépenses de fonctionnement</b> |        |  |               |                     |
| 011                               | 6042   | Achat de prestations de services                                 | + 10 000,00 € | 58 000,00 €         |
| 011                               | 60612  | Fournitures non stockables –<br>énergie électricité              | + 5 000,00 €  | 45 000,00 €         |
| 011                               | 6232   | Fêtes et cérémonies  | + 1 000,00 €  | 15 000,00 €         |
| 011                               | 6261   | Frais d'affranchissement   | + 4 000,00 €  | 5 300,00 €          |
| 012                               | 64131  | Personnel non titulaire -<br>rémunérations                       | + 8 000,00 €  | 44 820,00 €         |
| 023                               | 023    | Virement à la section<br>d'investissement                        | - 28 000,00 € | 639 050,22 €        |
| <b>Recettes de fonctionnement</b> |        |  |               |                     |
| <b>Dépenses d'investissement</b>  |        |  |               |                     |
| 21                                | 21351  | Install générales .. des<br>constructions – bâtiments<br>publics | - 28 000,00 € | 416 000,00 €        |
| <b>Recettes d'investissement</b>  |        |  |               |                     |
| 023                               | 023    | Virement de la section de<br>fonctionnement                      | - 28 000,00 € | 639 050,22 €        |

Après en avoir délibéré, Le Conseil Municipal, décide

**à l'unanimité**

**D'apporter** au Budget Primitif 2023 les modifications ci-dessus

2) **Délibération 2024-001 – portant sur le vote du taux d'imposition des 2 taxes directes locales**

Délibération reportée

3) **Délibération 2024-002 portant sur la prime Pouvoir d'Achat**

M. le Maire rappelle au Conseil que le décret n° 2023-1106 du 31 octobre 2023 **permet** aux organes délibérants d'une collectivité territoriale ou de ses établissements publics administratifs d'instituer pour certains agents publics une « *prime de pouvoir d'achat exceptionnelle forfaitaire* ».

Il appartient au Conseil Municipal de se prononcer sur l'institution et les montants de cette prime.

Vu l'avis favorable du Comité Social Territorial placé auprès du CDG41 en date du 07 décembre 2023.

### 1) BÉNÉFICIAIRES

Bénéficieront de cette prime, les agents territoriaux (fonctionnaires et contractuels de droit public) et les assistants maternels et assistants familiaux mentionnés à l'article L. 422-6 du Code de l'action sociale et des familles qui remplissent les conditions cumulatives suivantes :

- \* Avoir été nommés ou recrutés par une collectivité territoriale ou l'un de ses établissements publics à une date d'effet antérieure au 1<sup>er</sup> janvier 2023 ;
- \* Être employés et rémunérés par une collectivité territoriale ou l'un de ses établissements publics au 30 juin 2023 ;
- \* Avoir perçu une rémunération brute inférieure ou égale à 39 000 euros au titre de la période courant du 1<sup>er</sup> juillet 2022 au 30 juin 2023.

Sont exclus du bénéfice de la prime :

- \* Les agents publics éligibles à la prime de partage de la valeur ;
- \* Les élèves et étudiants en formation en milieu professionnel ou en stage avec lesquels les collectivités territoriales et leurs établissements publics sont liés par une convention de stage dans les conditions prévues au deuxième alinéa de l'article L. 124-1 du code de l'éducation.

### 2) MONTANT

Le montant forfaitaire de la prime est déterminé comme suit :

| <b>Rémunération brute perçue au titre de la période courant du 1er juillet 2022 au 30 juin 2023</b> | <b>Montant brut maximum de la prime de pouvoir d'achat</b> |
|---|--|
| Inférieure ou égale à 23 700 €  | 500 € (max 800 €)  |
| Supérieure à 23 700 € et inférieure ou  | 400 € (max 700 €)  |

|   |                   |
|---|-------------------|
| égale à 27 300 €  |                   |
| Supérieure à 27 300 € et inférieure ou égale à 29 160 € | 300 € (max 600 €) |
| Supérieure à 29 160 € et inférieure ou égale à 30 840 € | XXX € (max 500 €) |
| Supérieure à 30 840 € et inférieure ou égale à 32 280 € | XXX € (max 400 €) |
| Supérieure à 32 280 € et inférieure ou égale à 33 600 € | XXX € (max 350 €) |
| Supérieure à 33 600 € et inférieure ou égale à 39 000 € | XXX € (max 300 €) |

La rémunération brute perçue pendant la période de référence sera déterminée dans les conditions prévues aux articles 3 et 6 du décret n° 2023-1106 du 31 octobre 2023.

### **3) MODULATION SELON LE TEMPS DE TRAVAIL ET LA DURÉE D'EMPLOIE**

Le montant de la prime est réduit à proportion de la quotité de travail (temps non complet et temps partiel) et de la durée d'emploi sur la période courant du 1<sup>er</sup> juillet 2022 au 30 juin 2023.

### **4) ATTRIBUTION INDIVIDUELLE**

La prime sera versée aux agents employés et rémunérés par la Commune au 30 juin 2023 qui remplissent les conditions ci-dessus mentionnées.

L'attribution individuelle fera l'objet d'un arrêté individuel du Maire de Cormeray

### **1. VERSEMENT ET CUMULS**

La prime sera versée en 1 fraction avant le 30 juin 2024.

La prime est cumulable avec toutes les primes ou indemnités perçues par l'agent.

Le Conseil Municipal, après avoir entendu le Maire dans ses explications complémentaires et après en avoir délibéré,

**Considérant** le décret n° 2023-1106 du 31 octobre 2023 portant création d'une prime de pouvoir d'achat exceptionnelle pour certains agents publics de la fonction publique territoriale,

Par **9 voix POUR**

**2 voix CONTRE** (souhait d'adoption du montant supérieur)

**1 abstention**

**Adopte** le principe et les montants de la « prime de pouvoir d'achat exceptionnelle forfaitaire » tels qu'exposés.

**Précise** que les crédits suffisants seront prévus au budget de l'exercice 2024.

#### **4) Délibération 2024-003 portant sur la vente de parcelles pour la future chèvrie**

Mme CHARRIER Claire, par demande écrite en date du 02 Janvier 2024 , émet le

souhait d'acquérir, les parcelles D1026 et D1029 pour un total de 1 ha 89 a 33 ca et la parcelle D1032 d'une superficie de 2 ha 02a 20 ca, appartenant à la commune, dans le but d'y construire une chèvrerie.

Monsieur le Maire présente le projet de Mme CHARRIER

Après avoir effectué un tour de table, le Conseil considère que ce projet est une opportunité pour entamer la concrétisation de son propre projet d'Ecolieu.

Monsieur le Maire demande à ce qu'il soit procédé au vote à bulletin secret, de la vente de ces parcelles.

- **12 votes POUR**
- **0 vote CONTRE**
- **0 abstention**

**à l'unanimité**, le Conseil Municipal

**considère**, que les offres d'achats au m<sup>2</sup> faites, par écrit, par Mme CHARRIER concernant les parcelles D1026 et D1029 et la parcelle D1032 sont conformes au prix du marché

**décide** de vendre 39153 m<sup>2</sup> sous condition que Mme CHARRIER y construise bien sa chèvrerie

**dit** que le montant de la transaction est inférieur au seuil minimal qui impose à la commune de consulter France Domaine.

#### 5) **Délibération 2024-004 concernant l'adoption du Budget Primitif 2024**

Mesdames et Messieurs les conseillers, je vous invite à adopter le budget primitif 2024 de notre commune qui se compose uniquement d'un budget principal.

Je vous résume ainsi les principales orientations de ce budget :

« Cette année nous allons continuer le projet global d'aménagement de la commune et tous les investissements que nous allons faire vont s'inscrire dans ce projet :

Aménagement des bâtiments publics

La réfection de la voirie

Amélioration de la sécurité des personnes et des biens

Développement économique de la commune »

Le contenu détaillé de ce budget figure dans le document qui vous a été remis et dont la présentation est conforme aux instructions budgétaires et comptables en vigueur,

En M57, Conformément à l'article L. 5217-10-6 du CGCT, l'assemblée délibérante peut autoriser le maire à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans les limites qu'elle fixera.

**Budget principal,**  
Equilibre Général

|                           | Dépenses              |                             |                       | Recettes              |                                      |                       |
|---------------------------|-----------------------|-----------------------------|-----------------------|-----------------------|--------------------------------------|-----------------------|
|                           | Opérations réelles    | Virt à la section d'invest. | Total                 | Opérations réelles    | Résultat reporté                     | Total                 |
| Section de fonctionnement | 936 562,00 €          | 757 946,61 €                | 1 711 358,61 €        | 1 044 201,00 €        | 667 157,61 €                         | 1 711 358,61 €        |
|                           |                       | Solde exec. négatif reporté |                       |                       | Virt de la section de fonctionnement |                       |
| Section d'investissement  | 984 793,92 €          | 115 152,69 €                | 1 099 946,61 €        | 342 000,00 €          | 757 941,61 €                         | 1 099 941,61 €        |
| Reste à réaliser N-1      |                       |                             |                       |                       | 0,00 €                               | 0,00 €                |
|                           |                       |                             |                       |                       |                                      |                       |
| <b>Total</b>              | <b>1 921 355,92 €</b> | <b>873 099,30 €</b>         | <b>2 794 455,22 €</b> | <b>1 386 201,00 €</b> | <b>1 425 099,22 €</b>                | <b>2 811 300,22 €</b> |

Répartition par chapitres

| Section de fonctionnement - dépenses |   |                     |                     |                       |
|--------------------------------------|---|---------------------|---------------------|-----------------------|
| Chapitres                            | Intitulés                               | Opérations réelles  | Opérations d'ordre  | Total                 |
| 011                                  | Charges à caractère général             | 326 472,00 €        |                     | 326 472,00 €          |
| 012                                  | Charges de personnel et frais assimilés | 338 340,00 €        |                     | 338 340,00 €          |
| 014                                  | Atténuations de produits                | 2 740,00 €          |                     | 2 740,00 €            |
| 65                                   | Autres charges de gestion courante      | 269 010,00 €        |                     | 269 010,00 €          |
| 66                                   | Charges financières                     | 16 350,00 €         |                     | 16 350,00 €           |
| 67                                   | Charges exceptionnelles                 | 500,00 €            |                     | 500,00 €              |
| 68                                   | Dotations aux provisions                | 0,00 €              |                     | 0,00 €                |
| 023                                  | Virement de la section d'investissement |                     | 757 946,61 €        | 757 946,61 €          |
| 042                                  | Dotations aux amort.                    |                     | 0,00 €              | 0,00 €                |
|                                      |   |                     |                     |                       |
| <b>61</b>                            |   | <b>953 412,00 €</b> | <b>757 946,61 €</b> | <b>1 711 358,61 €</b> |

| Section de fonctionnement - recettes |                            |                    |                    |                |
|--------------------------------------|----------------------------|--------------------|--------------------|----------------|
| Chapitres                            | Intitulés                  | Opérations réelles | Opérations d'ordre | Total          |
| 013                                  | Atténuation de charges     | 19 000,00 €        |                    | 3 000,00 €     |
| 70                                   | Produits de services       | 76 000,00 €        |                    | 76 000,00 €    |
| 73                                   | Impôts et taxes            | 64 000,00 €        |                    | 64 000,00 €    |
| 731                                  | Fiscalité locale           | 549 500,00 €       |                    | 549 500,00 €   |
| 74                                   | Dotations, participations  | 328 200,00 €       |                    | 328 200,00 €   |
| 75                                   | Autres produits de gestion | 23 500,00 €        |                    | 23 500,00 €    |
| 77                                   | Produits exceptionnels     | 0,00 €             |                    | 0,00 €         |
| Total 1                              |                            | 1 044 200,00 €     |                    | 1 044 200,00 € |
|                                      | Restes à réaliser (N-1)    |                    |                    |                |
| R 002                                | Résultats reportés         | 667 157,61 €       |                    | 667 157,61 €   |
| Total 2                              |                            | 1 711 358,61 €     |                    | 1 711 358,61 € |

| Section d'investissement - dépenses |                                   |                    |                    |                |
|-------------------------------------|-----------------------------------|--------------------|--------------------|----------------|
| Chapitres                           | Intitulés                         | Opérations réelles | Opérations d'ordre | Total          |
| 20                                  | Immobilisations incorporelles     | 30 000,00 €        |                    | 30 000,00 €    |
| 204                                 | Subventions d'équipement versées  | 0 €                |                    | 0 €            |
| 21                                  | Immobilisations corporelles       | 857 789,00 €       |                    | 857 789,00 €   |
| 23                                  | Immobilisations en cours          | 32 004,92 €        |                    | 32 004,92 €    |
| Total dep. Equip.                   |                                   | 919 793,92 €       |                    | 919 793,92 €   |
| 16                                  | Emprunts et dettes assimilées     | 65 000,00 €        |                    | 65 000,00 €    |
| Total dep financières               |                                   | 65 000,00 €        |                    | 65 000,00 €    |
| 041                                 | Opérations patrimoniales          |                    |                    |                |
|                                     | Restes à réaliser N-1             | 65 000,00 €        |                    | 65 000,00 €    |
| D 001                               | Solde d'exécution négatif reporté |                    | 115 152,69 €       | 115 152,69 €   |
| Total 2                             |                                   | 984 793,92 €       | 115 152,69 €       | 1 099 946,61 € |

| Section d'investissement - recettes |   |                     |                     |                       |
|-------------------------------------|---|---------------------|---------------------|-----------------------|
| Chapitres                           | Intitulés                                       | Opérations réelles  | Opérations d'ordre  | Total                 |
| 13                                  | Subventions d'investissement                    | 300 000,00 €        |                     | 300 000,00 €          |
| 16                                  | Emprunts et dettes assimilées                   | 0 €                 |                     | 0 €                   |
| 21                                  | Immobilisations incorporelles                   | 0 €                 |                     | 0 €                   |
| 24                                  | Cessions d'Immobilisations                      | 0,00 €              |                     | 0,00 €                |
| 10                                  | Dotations, fonds divers et réserves             | 42 000,00 €         |                     | 42 000,00 €           |
| 165                                 | Dépôts et cautionnement reçu                    | 0,00 €              |                     | 0,00 €                |
| 021                                 | Virement de la section de fonctionnement        |                     | 757 946,61 €        | 757 946,61 €          |
| 040                                 | Opérations d'ordre de transferts entre sections |                     | 0,00 €              | 0,00 €                |
| 041                                 | Opérations patrimoniales                        |                     |                     |                       |
| <b>Total</b>                        |   | <b>342 000,00 €</b> | <b>757 946,61 €</b> | <b>1 099 946,61 €</b> |

Le Conseil Municipal,

**Vu** le code des collectivités territoriales, et notamment ses articles L. 2312-2 et suivants,

Après avoir entendu en séance le rapport de Evelyne TROISPOUX Maire-Adjoint,

Après en avoir délibéré,

**à l'unanimité**

**Adopte** le budget primitif 2024 de la commune, par chapitre en section d'investissement et en section de fonctionnement.

Conformément à l'article L. 5217-10-6 du CGCT,

**Autorise** le maire à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans les limites suivantes :

- Fonctionnement : 7,5 %
- Investissement : 7 ;5 %

- 6) **Délibération 2024-005 portant sur la dénomination et la numérotation de la voie du lotissement de Loir-et-Cher logement**



Il appartient au conseil municipal de choisir, par délibération, le nom à donner aux rues et aux places publiques. La dénomination des voies communales, et principalement celles à caractère de rue ou de place publique, est laissée au libre choix du conseil municipal dont la délibération est exécutoire par elle-même.

Le numérotage des habitations constitue une mesure de police générale que le maire peut prescrire en application de l'article L 2213-28 du CGCT aux termes duquel « Dans toutes les communes où l'opération est nécessaire, le numérotage des maisons est exécuté pour la première fois à la charge de la commune. L'entretien du numérotage est à la charge du propriétaire qui doit se conformer aux instructions ministérielles ».

Le lotissement du Clos du Mareau,(seconde partie) situé lieudit « Clos du Mareau », est constitué de 9 lots distribués autour d'une voirie non dénommée et numérotés de façon temporaire afin de permettre aux propriétaires de faire reconnaître leur adresse.

il convient, pour faciliter leur repérage, le travail des préposés de la Poste et des autres services publics ou commerciaux, la localisation sur les GPS, d'identifier clairement les adresses de ces immeubles et de procéder à leur numérotation.

Il est proposé au Conseil Municipal de dénommer la seconde partie de la voirie desservant le nouveau lotissement du Clos du Mareau « rue du 19 Mars 1962 ». Ce sera la continuité de de la rue du « 19 mars 1962 » déjà existante.

La numérotation sera, elle aussi, la continuité de celle déjà existante sur la rue du « 19 mars 1962 »

Le Conseil Municipal,  
Après en avoir délibéré, **à l'unanimité** :

**adopte** la dénomination suivante pour la rue desservant le nouveau lotissement du  
« Clos du Mareau »

Rue du 19 Mars 1962

**décide** que la numérotation sur cette nouvelle partie de voirie sera la continuité de celle de la rue du « 19 Mars 1962 » déjà existante

**précise** que les crédits nécessaires à cette dénomination sont inscrits au budget

**mandate** Monsieur le Maire pour les formalités à accomplir.

⇒ Projet chèvrerie – point d'avancement

CF Délibération 2024-003

⇒ Transfert convention poteaux incendie

En application de l'article L 2212-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la responsabilité du Service Incendie relève des pouvoirs de police des Maires et les

dépenses afférentes à ce service, notamment l'entretien des prises d'incendie, ne doivent pas être imputées dans la comptabilité du service de distribution publique d'eau potable.

Les poteaux et bouches d'incendie font partie du patrimoine communal.

Soucieuse de conserver les équipements de lutte contre l'incendie en bon état de fonctionnement, la Commune a décidé de confier à la SAUR la gestion technique de l'entretien des poteaux et prises d'incendie situés sur son territoire.

Prix forfaitaire par poteau : **50 € H.T.**

Cette rémunération de base s'entend, hors taxes, aux conditions économiques connues au 1<sup>er</sup> janvier 2023

#### ⇒ Rapport sur les sondages effectués à l'église

Nous n'avons toujours pas le rapport concernant les sondages et le diagnostic qui ont été réalisés sur le sol de l'Eglise.

Il va absolument falloir relancer la société qui a effectué ces sondages car l'accord sur le devis a été signé en Avril 2023.

#### ⇒ Avancée du projet de réhabilitation de l'ancienne école des filles

Les résultats de l'appel d'offre sont en cours d'analyse.

#### ⇒ Décentralisation de la police de publicité

Pour renforcer le rôle dévolu aux élus locaux dans la protection du cadre de vie de leurs administrés, l'article 17 de la loi Climat et Résilience (loi 2024-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets) prévoit la décentralisation des compétences de la police de la publicité extérieure au profit des maires à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024.

Actuellement, les compétences en matière de police de publicité, des enseignes et des pré enseignes sont partagées entre le Préfet de département et le Maire : elles relèvent du Préfet sauf lorsque la commune est couverte par un règlement local de publicité (RLP), auxquels cas elles sont exercées par le maire au nom de la commune. A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024, les maires seront compétents pour assurer la police de la publicité sur leur territoire, que leur commune soit ou non couverte par un RLP. Le Préfet de département n'aura plus les compétences en la matière.

Exercer la police de publicité sur son territoire c'est :

- Instruire les déclarations préalables
- Contrôler le respect de la réglementation
- Mettre en demeure les contrevenants de mettre fin aux infractions.

#### ⇒ HAG – Familia hors les murs

Dans le cadre de leurs spectacles « hors les murs », la HAG souhaiterait donner un spectacle sur la commune de Cormeray.

Une rencontre va avoir lieu afin de déterminer quelles seraient les possibilités pour donner suite à cette proposition.  
A suivre ...

⇒ Etat avancement de la réfection des routes

La réfection des routes se fera lorsque les conditions climatiques seront plus favorables, c'est-à-dire à partir de début mars certainement.

⇒ Vœux de la municipalité

Les vœux de la Municipalité auront lieu le Jeudi 18 janvier à 19h

⇒ Questions diverses

RAS

Le Conseil est levé à 22h15

Liste des délibérations prises lors de la séance du Comité Municipal du 11/01/2024 à 19h30

| Date du Conseil | Numéro   | Objet de la délibération   |
|-----------------|----------|--|
| 11/01/2024      | 2023-027 | <b>Délibération 2023-027</b> portant sur la <b>D</b> écision <b>M</b> odificative 2023-04                                      |
| 11/01/2024      | 2024-001 | <b>Délibération 2024-001</b> portant sur le vote du taux d'imposition des 2 taxes directes locales                             |
| 11/01/2024      | 2024-002 | <b>Délibération 2024-002</b> portant sur la prime Pouvoir d'Achat  |
| 11/01/2024      | 2024-003 | <b>Délibération 2024-003</b> portant sur la vente de parcelles pour la future chèvrerie  |
| 11/01/2024      | 2024-004 | <b>Délibération 2024-004</b> concernant l'adoption du Budget Primitif 2024   |
| 11/01/2024      | 2024-005 | <b>Délibération 2024-005</b> portant sur la dénomination et la numérotation de la voie du lotissement de Loir-et-Cher logement |

Approbation du Procès-Verbal du Conseil du 11/01/2024 19h30

| Signatures                              |  | Signatures   |  |
|---|--|--|--|
| Joël PASQUET<br>Maire                   |  | Eric MARTINET<br>(Maire-adjoint)                   |  |
| Evelyne<br>TROISPOUX<br>(Maire-adjoint) |  | Jean-Michel<br>BLAITEAU<br>(Maire-adjoint)         |  |
| Evelyne BASTIDE<br>(Conseillère)        |  | Marie-Line<br>BLANCHET<br>(Conseillère)            |  |
| Bertrand BRIOT<br>(Conseiller)          |  | Isabelle<br>CHAMPION-<br>POIRETTE<br>(Conseillère) |  |
| Jérôme CLIMENT<br>(Conseiller)          |  | Eliane HENRIOT<br>(Conseillère)                    |  |
| Cédric IWANCZUK<br>(Conseiller)         |  | Patricia LEHOUX<br>(Conseillère)                   |  |
| Jean-Louis<br>MARTINEZ<br>(Conseiller)  |  | Jean-Ephrem<br>MILLIASSEAU<br>(Conseiller)         |  |
| Pascale PASQUET<br>(Conseillère)        |  | Daniel RENVOIZE<br>(Conseiller)                    |  |
| Jennifer REVELUT<br>(Conseillère)       |  |  |  |